

Réhabilitation et extension de la STEP de Granges

Prestations d'ingénierie sectorielle
Processus de traitement des eaux et des boues
Coordination générale, BIM Management

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

- ☐ Procédure sur invitation
☒ **Procédure ouverte**
☐ 2^{ème} tour de la procédure sélective

À compléter par le soumissionnaire :

Nom du bureau ou de l'entreprise responsable de l'offre :

Nom et prénom de la personne responsable de l'offre :

Adresse complète :

Téléphone :

Téléfax :

Adresse électronique (E-mail) :

Date :

Signature(s) * : _____

Date :

Signature(s) * : _____

Date :

Signature(s) * : _____

Date :

Signature(s) * : _____

* Tous les membres d'un consortium ou d'un pool de mandataires doivent signer le présent document. Par sa signature, le soumissionnaire s'engage également sur le contenu de toutes les annexes.

À compléter par l'adjudicateur :

Offre : ☐ Recevable

☐ Non recevable

Offre : ☐ Retenue pour adjudication

☐ Non retenue

Table des matières

Références normatives	4
Documents à remettre	4
Documents remis à chaque soumissionnaire	5
Autres documents qui peuvent être consultées auprès de l'adjudicateur	6
Autres informations accessibles sur un site internet	7
1. INFORMATIONS GÉNÉRALES	8
1.1 Nom et adresse de l'adjudicateur	8
1.2 Nom et adresse de l'organisateur de la procédure	8
1.3 Nature et importance du marché	8
1.4 Calendrier de la procédure (sous toutes réserves)	13
2. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES	13
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION	15
3.1 Délai pour la remise des offres	15
3.2 Présentation de l'offre	15
3.3 Recevabilité de l'offre	16
3.4 Inscription et demande du dossier d'appel d'offres	16
3.5 Émoluments	17
3.6 Motifs d'exclusion	17
3.7 Conflit d'intérêt et récusation	17
3.8 Pré-implication	17
3.9 Association d'entreprises (consortium) ou de bureaux	19
3.10 Sous-traitance	20
3.11 Nombre d'offres admises	20
3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché	21
3.13 Devise monétaire applicable	21
3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations	21
3.15 Durée de validité de l'offre	22
3.16 Variante	22
3.17 Indemnisation	23
3.18 Marché divisé en lots	23
3.19 Taxe sur la valeur ajoutée	23
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE	24
4.1 Bases légales	24
4.2 Engagements de l'adjudicateur	25
4.3 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution	25
4.4 Délai pour poser des questions	26
4.5 Ouverture des offres	27
4.6 Clarification des offres	28
4.7 Critères d'adjudication, sous-critères et éléments d'appréciation	29
4.8 Évaluation des offres	30
4.9 Barème des notes	31

4.10 Notation du prix	32
4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché	32
4.12 Comité d'évaluation	33
4.13 Modifications de l'offre	33
4.14 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur	33
4.15 Interdiction des négociations	34
4.16 Contrôle et explications de l'offre	34
4.17 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales	34
4.18 Décision d'adjudication	35
4.19 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication	35
4.20 Voies de recours	35
4.21 Conclusion du contrat suite à la décision d'adjudication	36
5. ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE	36

RÉFÉRENCES NORMATIVES

Les documents ci-après, dans leur intégralité ou non, sont des références normatives auxquelles se réfère le présent appel d'offres.

- SIA 144:2013, Règlement des appels d'offres de prestations d'ingénierie et d'architecture
- Guide romand des marchés publics, version du 1^{er} mai 2020
- ISO 9001:2015, Systèmes de management de la qualité — Exigences
- Ville de Sierre, Directives communales sur le marchés publics, version du 15 février 2012

DOCUMENTS À REMETTRE

Les formulaires ci-dessous sont accessibles directement en ligne sur le site internet de SIMAP accessible ici :

<https://www.simap.ch/>

Condition de participation :

- ☒ **Formulaire A** Caractéristiques du soumissionnaire
- ☒ **Formulaire B** Attestation du soumissionnaire inscrit sur la liste permanente
ou
- ☒ **Formulaire C** Attestation du soumissionnaire non-inscrit sur la liste permanente

Critères d'aptitude :

- ☒ **Formulaire D** Garanties financières et d'assurances
- ☒ **Formulaire E** Attestation de l'office des poursuites et faillites
- ☒ **Formulaire F** Non-participation à la soumission pour les fournitures
- ☒ **Formulaire G** Expérience dans l'application de la méthode BIM
- ☒ **Formulaire H** Preuve de l'existence d'un mode reconnu de gestion de la qualité

Critères d'adjudication :

- ☒ **Formulaire P** Montant de l'offre et temps consacré
- ☒ **Formulaire Q** Expérience et capacité du soumissionnaire
- ☒ **Formulaire R** Qualifications et expériences des personnes clés
- ☒ **Formulaire S** Qualité et adéquation des solutions techniques et organisation de l'équipe de projet
- ☒ **Formulaire T** Mesures proposées face aux exigences et contraintes environnementales et en matière de santé et sécurité

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

- ☒ Cahier des charges « STEPGR_31_AMO_TRA_AO_STEP_001 cdc genie civil », complément au dossier d'appel d'offres (en ligne sur <https://www.simap.ch>).
- ☒ Études réalisées lors de l'avant-projet (en ligne sur <https://www.simap.ch>). :

Rapports établis par le groupement RWB-CSD :

- VS02036.200 Avant-Projet Granges-revC 2019-04-24 : Rapport VS02036.200-rev C Réhabilitation/extension STEP de Granges, avant-projet, rapport du 24 avril 2019
- VS02036.500 complément avant-projet - rev A.pdf : Rapport VS02036.500 Compléments à l'avant-projet, description de la solution retenue - REVA, STEP de Granges, rapport du 04 juin 2020.
- VS2036 - Présentation 09.12.19 – COPIL : Présentation au COPIL du 09.12.2019
- VS2036 - Présentation 30.1.19 – COPIL : Présentation au COPIL du 09.1.2019

- ☒ Plans et schémas réalisés lors de l'avant-projet (en ligne sur <https://www.simap.ch>). :

- SchémaHydrauliqueGrangesREV C : Schéma hydraulique et calage altimétrique du projet de filière de traitement des eaux.
- VS02036_31_101 - Plan ortho existant : Implantation de la station existante sur une orthophotographie.
- VS02036_31_102 - Plan général existant : Plan de la station d'épuration actuelle.
- VS02036_31_108_A_Plan_Z2_-01 : Vue en plan (niveau 496.00) et 3D du bâtiment administratif et pré-traitement.
- VS02036_31_109_A_Plan_Z2_00 : Vue en plan (niveau 500.60) et 3D du bâtiment administratif et pré-traitement.
- VS02036_31_110_A_Plan_Z2_01 : Vue en plan (niveau 503.60) et 3D du bâtiment administratif et pré-traitement.
- VS02036_31_111_A_Coupes_Z2_1 2 : Vue en coupes du bâtiment administratif et pré-traitement.
- VS02036_31_112_A_Coupes_Z2_3 4 5 : Vue en coupes du bâtiment administratif et pré-traitement.
- VS02036_31_117_A_Situation_Générale_Ortho : Implantation de la nouvelle station sur une orthophotographie.
- VS02036_31_118_A_Situation_Générale : Plan de la nouvelle station d'épuration.
- VS02036_31_120_A_Phase 03-04 final : Phase des travaux.
- VS02036_31_122_A_Plan_Z3_00 : Vues en plan, bassin d'orage, boues activées et clarificateurs.
- VS02036_31_123_A_Coupes Z03 : Vues en coupes et 3D, bassin d'orage, boues activées et clarificateurs.
- VS02036_31_124_A_Coupes Z03 Transversales : Vues en coupes et 3D, bassin d'orage, boues activées et clarificateurs.

- VS02036_500_31_PID_01 : Schéma PID, prétraitements.
- VS02036_500_31_PID_02 : Schéma PID, décantation lamellaire.
- VS02036_500_31_PID_03 : Schéma PID, MBBR.
- VS02036_500_31_PID_04 : Schéma PID, traitement tertiaire.
- VS02036_500_31_PID_05 : Schéma PID, bêche à boues et épaissement.
- VS02036_500_31_PID_06 : Schéma PID, air process et utilité.
- VS02036_500_31_PID_07 : Schéma PID, bassin d'orage.
- VS02036_500_31_PID_08 : Schéma PID, désodorisation.

AUTRES DOCUMENTS QUI PEUVENT ÊTRE CONSULTÉS AUPRÈS DE L'ADJUDICATEUR

L'adjudicateur dispose d'un dossier de projet comprenant les plans d'exécution des travaux réalisés lors de la construction de la station d'épuration de Granges.

Ces documents peuvent être consultés sur demande auprès de la station d'épuration de Granges à l'adresse suivante :

Association intercommunale de la station d'épuration de Granges
Route de Pintset 25
3977 Granges

Au vu de la situation sanitaire, les heures d'ouverture et les conditions d'accès sont susceptibles de varier, il est donc conseillé de se renseigner au préalable de toute consultation en prenant contact au préalable par téléphone.

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET

- ☒ <https://simap.ch>
Lois et règlements et ordonnances cantonaux d'application sur les marchés publics
- ☒ <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19940432/index.html>
Loi fédérale sur les marchés publics (LMP) du 16 décembre 1994
- ☒ <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19950538/index.html>
Ordonnance sur les marchés publics (OMP) du 11 décembre 1995
- ☒ https://lex.vs.ch/app/fr/texts_of_law/726.1
Loi concernant l'adhésion du canton du Valais à l'accord intercantonal sur les marchés publics (LcAIMP) du 08.05.2003
- ☒ https://lex.vs.ch/app/fr/texts_of_law/726.100
Ordonnance sur les marchés publics du 11.06.2003
- ☒ https://lex.vs.ch/app/fr/texts_of_law/726.101
Ordonnance concernant la tenue de listes permanentes
- ☒ <http://www.sia.ch/fr/services/sia-norm/contrats/>
Contrats-type SIA 1001/1, 1001/2, 1001/3, 1001/11 et SIA 1023
- ☒ <https://www.vs.ch/web/spt/securite-et-protection-de-la-sante-au-travail>
Information sur la santé et protection de la santé au travail pour le canton du Valais
- ☒ <https://www.sierre.ch/fr/reglements-directives-2298.html>
Accès à la réglementation communale de la ville de Sierre
- ☒ https://www.sierre.ch/data/documents/officielle/publications/reglements/it_CA_conditions_generales_dachat__version_aout_2012_.pdf
Conditions générales d'achat de la ville de Sierre
- ☒ <https://www.ekas.admin.ch/index-fr.php?frameset=20>
Accès à la directive «d'appel à des médecins et autres spécialistes de la sécurité au travail» (directive MSST)
- ☒ <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19830377/index.html>
Ordonnance sur la prévention des accidents OPA du 19.12.1983
- ☒ <http://directives.cfst.ch/Default.aspx?LG=fr-CH>
Accès aux directives CFST pour la sécurité au travail

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Association intercommunale de la station d'épuration de Granges
Route de Pintset 25
3977 Granges

1.2 Nom et adresse de l'organisateur de la procédure

Association intercommunale de la station d'épuration de Granges
Route de Pintset 25
3977 Granges

par

mch-consultants
Sur la Croix 13
1071 Rivaz

Les documents relatifs à l'appel d'offres sont téléchargeables sur la plateforme du système d'information sur les marchés publics en Suisse SIMAP à l'adresse <https://www.simap.ch>; en cas de problème de téléchargement, ils peuvent aussi être demandés par courrier électronique à l'adresse suivante:

bamo-step-granges@mch-consultants.ch

1.3 Nature et importance du marché

- ☒ Descriptif complet du marché en annexe
«STEPGR_31_AMO_TRA_AO_STEP_001 cdc process-coordination»
(art 5. SIA 144:2013)
- ☒ Résumé du projet ci-après.

Résumé succinct

Le 25 avril 1970, les délégués des communes de Granges-Sierre, Chalais, Grône et Lens se réunir pour décider de raccorder leurs canalisations d'eaux usées à la station d'épuration de Granges et de créer une association intercommunale afin de construire, puis gérer cette station d'épuration¹. Les travaux débutèrent au mois d'octobre 1973 et se terminèrent au mois de février 1976.

Initialement la station d'épuration avait été dimensionnée pour traiter les eaux usées de 22'000 habitants compte tenu de la présence des touristes. Initialement toujours, il était prévu de pouvoir augmenter la capacité de la station à 60'000 habitants dans le futur. Inaugurée, le vendredi 4 juin 1976 sous la houlette de

¹ Aujourd'hui, la STEP traite les eaux des communes de Granges, Chalais, Lens, Ollon, Grône et Mont-Noble (regroupant Nax, Vernamiège et Mase).

M.Henri Lamon, premier président du comité intercommunal de la STEP, la station d'épuration de Granges est entrée en fonction il y a plus de 44 ans.

Suite aux différentes études réalisées entre 2016 et 2019, l'Association intercommunale de la Station d'épuration de Granges a pris la décision de réhabiliter la STEP de Granges, qui présente aujourd'hui des difficultés d'exploitation et de fonctionnement, certains ouvrages étant détériorés et les réseaux hydrauliques et électriques saturés. En outre, les taux d'eaux claires sont importants (près de 70%) et la station d'épuration actuelle ne permet pas de traiter les charges azotées.

Le projet faisant l'objet du présent appel d'offre consiste à construire à neuf un bâtiment d'exploitation ainsi que l'ensemble de la filière de traitement des eaux pour une capacité de 27'000 EH (centile 85). Les choix techniques retenus pour la réhabilitation sont de créer un bâtiment intégrant les locaux tertiaires (bureaux, atelier, vestiaires, etc..) ainsi que le relevage des eaux, les prétraitements et la décantation primaire.

Une file dédiée à la gestion des eaux d'orage comprenant un relevage, dégrillage et stockage dans un bassin d'eau pluviale sera réalisée. De même, deux nouvelles files de traitement biologique (lit fluidisé de type MBBR) comprenant un décanteur secondaire et un traitement tertiaire spécifique pour le traitement du phosphore seront également créées. Le poste de pompage des effluents traités au Rhône est pour sa part conservé.

Le processus général de la chaîne de traitement des eaux qui sera réalisé est présenté à la figure suivante :

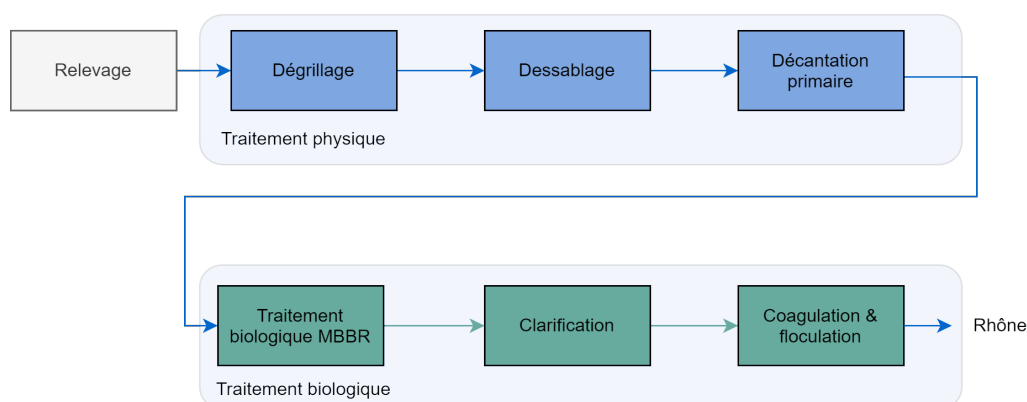


Fig. 1 Schéma de principe du futur traitement des eaux usées

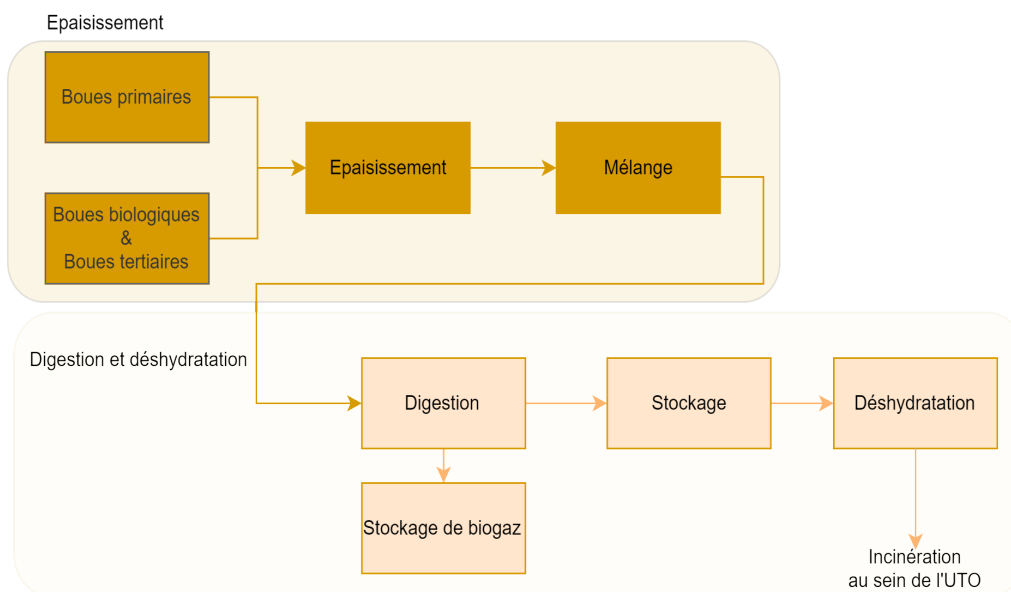


Fig. 2 Schéma de principe du futur traitement des boues

Objet du marché :

Réhabilitation et extension de la station d'épuration de l'Association intercommunale de la STEP de Granges, ci-après STEP de Granges, afin de permettre de garantir le traitement des eaux usées jusqu'à l'horizon 2045 et d'introduire un traitement de la charge azotée par le biais du processus de traitement biologique par lit fluidisé.

Les travaux comprennent la réhabilitation complète de la chaîne de traitement des eaux, des équipements électromécaniques, de l'alimentation électrique ainsi que la démolition du bâtiment administratif et de l'atelier existant.

Précisément, les travaux incluent la construction d'un nouveau bâtiment administratif ainsi que de nouveaux locaux électriques. La réalisation du bâtiment pour le traitement physique et la décantation des eaux usées, la démolition des bâtiments et équipements de prétraitement et de décantation actuels, la construction des bassins pour le traitement biologique par lit fluidisé (MBBR) ainsi que les nouveaux clarificateurs et bassin d'orage. Enfin, il conviendra aussi de procéder à la démolition des bassins biologiques existants.

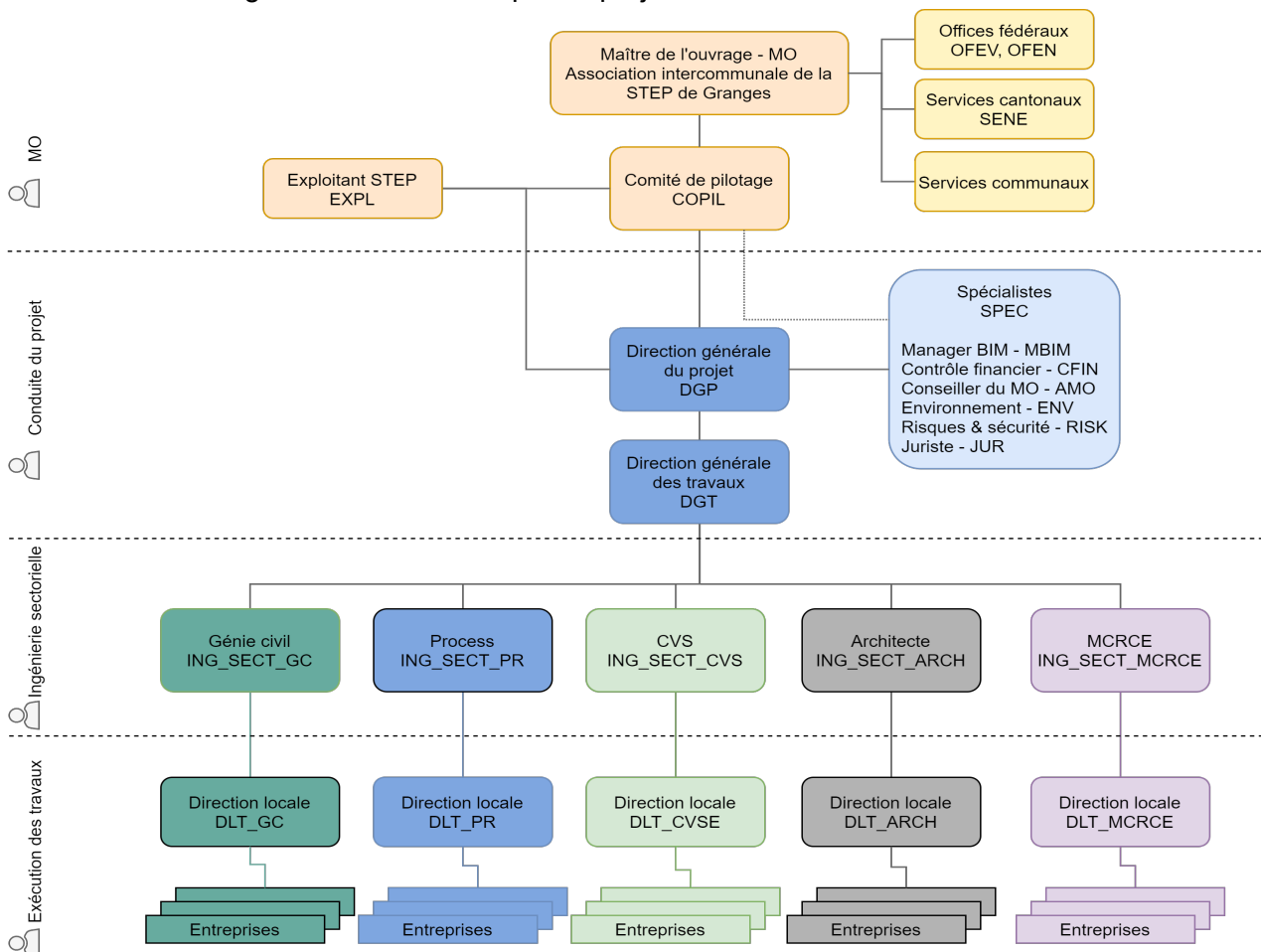
La station sera réhabilitée de telle sorte qu'elle puisse épurer les eaux pour une population équivalente moyenne de 19'000 EH avec des valeurs de pointe hebdomadaire de 27'000 EH et 35'000 EH en valeur de pointe journalière².

L'actuelle station d'épuration sera maintenue en fonction durant toute la durée des travaux, ce qui implique une phase spécifique et particulier des travaux au vu de la situation topographique du site.

² La pointe hebdomadaire est déterminée à partir du centile 85 %. Cette valeur est donc atteinte ou dépassée 15 % du temps. La pointe journalière est déterminée à partir du centile 95 %. Cette valeur est donc atteinte ou dépassée 5 % du temps.

Organisation du projet :

L'organisation schématique du projet est la suivante :



Cette organisation est détaillée au chapitre 3 du cahier des charges complétant le présent règlement de la procédure : STEPGR_31_AMO_GC_AO_STEP cdc genie civil.

La direction du projet (DGP) sera présidée par l'Association intercommunale de la STEP de Granges. La direction du projet est formée du représentant de l'exploitation de la station d'épuration et des mandataires spécialisés dans les différents domaines. Elle intègre également une analyse transversale de la gestion des risques tant techniques que financiers et environnementaux.

Étendue des prestations d'ingénierie :

Le principe retenu par le maître de l'ouvrage est de limiter les prestataires pour éviter une dilution ou un report des responsabilités avec une pluralité de répondants. Dans cette optique, le maître de l'ouvrage souhaite joindre les mandats de spécialiste du traitement de l'eau, de coordination générale et de manager BIM ainsi que de coordinateur BIM en un seul partenaire qui travaillera en étroite collaboration avec la direction de projet, la composante BIM étant un outil pour optimiser la réalisation du projet et non un fin en soit.

Les prestations d'ingénierie sont ainsi divisées en cinq marchés :

Traitement des eaux et coordination technique, BIM management :

Coordination technique du projet en collaboration étroite avec des spécialistes et le maître de l'ouvrage et maîtrise d'œuvre des parties «process» (traitement des eaux usées, traitement des micropolluants et équipements électromécaniques), conseil au maître de l'ouvrage pour le traitement de l'eau (traitement physique, traitement biologique sur lits fluidisés) et des boues (digestion, déshydratation), tout en maintenant l'exploitation fonctionnelle de la station d'épuration actuelle. Gestion et conduite du processus BIM en étroite collaboration avec la direction de projet.

Génie civil : Maîtrise d'œuvre du projet pour la partie génie civil et bâtiment, travaux de démolition et de reconstruction tout en maintenant l'exploitation fonctionnelle de la station d'épuration actuelle, chauffage, ventilation et sanitaires sous exploitation de la station en permanence. Réalisation d'études préliminaires à la demande du maître de l'ouvrage (par exemple, recherche de polluants dans les bâtiments). Fondation des bassins sur pieux et travaux géotechniques.

Mesure, commande, régulation, contrôle et électricité : Maîtrise d'œuvre du projet pour les parties mesure, commande, régulation et contrôle ainsi que pour la partie électricité, alimentation et sécurisation des équipements électromécaniques, mise à la terre, éclairage, adaptation du bâtiment et choix techniques. Réalisation d'un local moyenne tension MT et adaptation des équipements MT/BT. Déplacement des panneaux solaires actuels sur le nouveau bâtiment prévu pour le

Architecture : Maîtrise d'œuvre du projet pour les aspects architecturaux. Prise en charge et conduite des travaux de second œuvre pour les équipements réalisés (Relevage et pré-traitement, décantation primaire, traitement des boues, galerie technique). Aménagement et équipement du bâtiment d'exploitation. Aménagements extérieurs.

Chauffage ventilation sanitaire : Maîtrise d'œuvre du projet pour les parties chauffage, ventilation et sanitaire, en particulier pour tous les locaux de service. Rédaction et mise en œuvre du concept d'isolation, des besoins en eau chaude sanitaire et besoin en chauffage en collaboration avec le bureau en charge du process, optimisation énergétique et réflexion sur les possibilités de valoriser la production in situ (récupération de chaleur au niveau d'équipements électromécaniques ou autres).

Un descriptif complet et détaillé par marché est présenté dans les cahiers des charges propres à chaque marché.

Rémunération (principe)

Le principe de la rémunération est basé sur le tarif temps plafonné. Les plafonds s'appliquent à chaque phase.

1.4 Calendrier de la procédure (sous toutes réserves)

Un planning prévisionnel est présenté dans le cahier des charges.

Les dates principales sont les suivantes :

Publication des appels d'offres pour l'ingénierie sectorielle :	12.06.2020
Visite des lieux (§4.3):	29.06.2020
Délai pour poser des questions (§4.4) :	21.07.2020
Réponses aux questions :	24.07.2020
Dépôts des dossiers d'offres par le soumissionnaires (§ 3.1):	6.8.2020
Ouverture des offres:	12.8.2020
Audition des soumissionnaires (séance de clarification §4.6):	24-25.08.2020
Décision d'adjudication :	16.09.2020
Établissement des contrats avec les adjudicataires :	10.2020-11.2020
Obtention du permis de construire :	12.2021
Projet de l'ouvrage :	01.2021-12.2021
Travaux :	09.2022-09.2026
Mises en services :	07.2026
Réception finale, contrôle et remise de l'ouvrage :	07.2026-12.2026
Décompte final à transmettre au canton du Valais :	02.2027

Un planning détaillé sera élaboré au début des travaux en concertation avec tous les acteurs et parties prenantes du projet.

Les prestations d'ingénierie sectorielle faisant l'objet du présent marché se dérouleront entre septembre 2020 et février 2027. Date de la publication officielle du marché

2. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES

- ☒ Pour cette procédure ouverte, le soumissionnaire doit posséder au minimum les compétences, aptitudes et formations suivantes pour l'exécution du marché, sous peine d'exclusion de la procédure :

Conditions de participation

Conformément à l'article 15 de l'Ordonnance sur les marchés publics du canton du Valais du 11.06.2003, le formulaire établi par le Service de protection des travailleurs et des relations du travail doit être joint à l'offre, attestant que le soumissionnaire inscrit sur une liste permanente ainsi que ses sous-traitants respectent les dispositions relatives à la protection des travailleurs, aux conditions de travail et de salaires au lieu d'exécution des travaux ou au lieu de leur siège ou domicile en Suisse et qu'ils sont en règle avec le paiement des charges sociales.

Un des deux formulaires B ou C est à retourner, dûment rempli et signé, avec l'offre, de manière à permettre le contrôle du respect des exigences sociales, économiques et professionnelles.

- Si le soumissionnaire figure sur les listes permanentes (Formulaire B)
- Si le soumissionnaire ne figure pas sur les listes permanentes (Formulaire C)

Il est possible de vérifier son inscription aux listes permanentes en consultant le site internet suivant :

<https://www.vs.ch/fr/web/marches-publics/listes-permanentes>

De même, le soumissionnaire remplira aussi le formulaire A.

Critères d'aptitudes (art 19. SIA 144:2013)

Critères financiers et économiques :

- Assurance responsabilité civile d'une couverture minimale à cinq millions de francs suisses (CHF 5'000'000.-) assurant la couverture contre les dommages aux personnes et aux choses (Formulaire D).
- Attestation de l'Office des poursuites et faillites (Formulaire E).

Critères techniques :

- L'offre doit être complète et conforme aux exigences et contraintes du cahier des charges.
- Expérience dans la mise en application de la méthode BIM ou capacité à démontrer l'acquisition des connaissances pour la réalisation du projet (Formulaire G).

Critères organisationnels :

- La langue française doit être maîtrisée par l'ensemble de l'équipe de projet.
- Ne pas être fournisseur de biens d'équipements et/ou de matériel pour la réalisation des travaux (Formulaire F).
- Acceptation des conditions administratives de la procédure d'appel d'offres par la signature du présent document
«STEPGR_31_AMO_TRA_AO_STEP_001 reglement process-coordination».
- Disposer d'un système de gestion de la qualité (Formulaire H).

La participation des associations d'entreprises et/ou de bureaux est réglée au paragraphe 3.9 en page 19. Les conditions relatives à la sous-traitance sont décrites au paragraphe 3.10 en page 20 du présent document.

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

- ☐ L'offre doit parvenir au plus tard dans le délai indiqué dans le calendrier de la procédure au chapitre 1.4, **le cachet postal ne fait pas foi**, auprès de :
- ☒ L'offre doit être envoyée par voie postale et **le cachet postal fait foi** pour le respect du délai du **jeudi 6 août 2020** selon la date indiquée dans le calendrier de la procédure au chapitre 1.4, auprès de :

Association intercommunale de la station d'épuration de Granges
Route de Pintset 25
3977 Granges

Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance. Les offres hors délai seront exclues de la procédure.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son offre complète datée et signée sous forme papier (la forme papier fait foi) en :

- ☒ **1 exemplaire** ☐ 2 exemplaires ☐ 3 exemplaires

Le soumissionnaire doit aussi fournir son offre complète datée et signée en 1 exemplaire sous forme clé USB ou CD-ROM (le soumissionnaire est responsable du fait que le contenu de la version électronique est identique à la version papier) :

- ☒ **OUI** ☐ Non

Si l'adjudicateur a fourni une étiquette pré-imprimée, celle-ci doit être remplie complètement et apposée sur les enveloppes ou colis contenant l'offre.

Le soumissionnaire devra respecter strictement la forme et le contenu demandé par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Les croquis éventuels devront être explicites et les textes devront posséder un format qui facilite la lecture.

Tous les documents devront être soigneusement agrafés, reliés ou intégrés dans un classeur A4, avec de manière visible soit sur la page de garde, soit sur la tranche et/ou sur la face principale, la raison sociale du soumissionnaire et le nom du marché mis en concurrence, ainsi que le nom de l'objet ou du projet s'il y en a un. L'ordre des documents doit permettre la recherche aisée de l'information.

L'adjudicateur recommande l'utilisation des formulaires pdf téléchargeables sur la plateforme SIMAP pour répondre au présent appel d'offres.

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir les offres qui :

- ☒ sont arrivées signées et datées dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixées ;
- ☒ sont accompagnées des attestations, preuves et documents demandés par l'adjudicateur, d'une durée de validité de maximum de :
 - ☐ aucun ☒ **3 mois**
 - ☐ 6 mois ☐ 12 mois
- ☒ sont présentées dans la langue exigée par l'adjudicateur (soit la langue française) ;
- ☒ sont remplies selon les indications de l'adjudicateur ;
- ☒ sont validées par le paiement de l'émolument (il n'y a pas d'émolument pour le téléchargement des dossiers par internet, cf infra pt 3.5 en page 17) ;
- ☒ si le marché est soumis aux Accords internationaux (Accord OMC sur les marchés publics et Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne), proviennent d'un soumissionnaire dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux entreprises et bureaux suisses en matière d'accès à leurs marchés publics ;

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie.

3.4 Inscription et demande du dossier d'appel d'offres

- ☒ Le dossier est uniquement téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH (<https://www.simap.ch>) et ne peut pas être demandé par courrier postal ou par une autre voie électronique.

Il est recommandé au soumissionnaire de conserver précieusement le code d'accès fourni par le site internet. En effet, ce code d'accès lui permet d'accéder directement au marché tant que celui-ci est publié sur le site internet.

- ☐ Le dossier est téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH (<https://www.simap.ch>).

Il est recommandé au soumissionnaire de conserver précieusement le code d'accès fourni par le site internet. En effet, ce code d'accès lui permet d'accéder directement au marché tant que celui-ci est publié sur le site internet.

Si le soumissionnaire ne souhaite pas ou ne peut pas télécharger le dossier, il peut le demander à l'adjudicateur jusqu'à la date fixée au chapitre 1.4. Toutefois, le soumissionnaire devra assumer les conséquences du temps nécessaire à la réception de la demande, à l'envoi et aux délais d'expédition/réception. Dans ce sens, au vu de la quantité de documents à expédier, l'adjudicateur recommande au soumissionnaire de demander le dossier au moins 10 jours ouvrables avant la date fixée au chapitre 1.4.

- ☐ Le dossier n'est pas téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH (<https://www.simap.ch>) ou que partiellement.

Le soumissionnaire peut demander le dossier à l'adjudicateur jusqu'à la date fixée au chapitre 1.4. Toutefois, le soumissionnaire devra assumer les conséquences du temps nécessaire à l'envoi et aux délais d'expédition/réception. Dans ce sens, au vu de la quantité de documents à expédier, l'adjudicateur recommande au soumissionnaire de demander le dossier au moins 10 jours ouvrables avant la date indiquée au chapitre 1.4.

3.5 Émolument



Aucun émolument n'est perçu pour la mise à disposition des documents d'appel d'offres.

3.6 Motifs d'exclusion

Outre les motifs de non recevabilité de son offre, un soumissionnaire sera exclu de la procédure :

- S'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (clé USB, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier ;
- S'il ne respecte pas les conditions de participation du présent document ;
- S'il n'a pas remis avec son offre les annexes nécessaires à l'évaluation des critères d'aptitude et d'adjudication annoncés ;
- S'il ne dépose pas, dans le délai fixé au chapitre 1.4 en page 13, une offre complète, signée et datée, à l'adresse fixée.

Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale peuvent être invoqués par l'adjudicateur

3.7 Conflit d'intérêt et récusation

Le soumissionnaire annonce à l'adjudicateur, dès qu'il a connaissance d'un potentiel conflit d'intérêt, mais au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il se trouve en conflit d'intérêt avec un des membres du comité d'évaluation des offres.

Un membre du comité d'évaluation ou de l'autorité adjudicatrice doit se récuser dès qu'il constate qu'il est en conflit d'intérêt potentiel avec un soumissionnaire.

Le cas échéant, il appartient à l'adjudicateur, dans la mesure du possible, de remplacer le membre concerné.

3.8 Pré-implication

Toutes les personnes, entreprises et bureaux qui ont participé à la préparation et à l'organisation de la présente procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents d'appel d'offres, ou qui ne sont pas autorisés par l'adjudicateur à y participer, sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent

donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la procédure, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur ou de l'organisateur après consultation de l'adjudicateur, ceci pour autant que tous les soumissionnaires en soient informés dans le même délai.

Le fait qu'un soumissionnaire ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres soumissionnaires, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts s'il estime que cela a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela lui a apporté un préjudice important.

- ☐ Aucun prestataire ou une entreprise externe susceptible de pouvoir répondre à cet appel d'offres n'a été impliqué dans la préparation du dossier d'appel d'offres.
- ☒ Un prestataire ou une entreprise externe susceptible de pouvoir répondre à cet appel d'offres a été sollicité afin de soutenir l'adjudicateur ou son mandataire lors de l'élaboration du cahier des charges. L'adjudicateur a obtenu de ce prestataire ou de cette entreprise externe qu'il n'y participe pas. Si nécessaire, il peut lui être demandé conseil lors de l'évaluation des offres reçues.

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées (art 14.3 SIA 144:2013):

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation réalisée
<i>mch-consultants</i>	BAMO et aide à l'élaboration des cahiers des charges pour l'ingénierie sectorielle.

- ☒ Un prestataire ou une entreprise externe a été sollicité(-e) préalablement à l'appel d'offres (pré-implication). L'adjudicateur autorise toutefois ce prestataire ou cette entreprise externe à participer à la présente procédure comme soumissionnaire dès lors qu'il n'a participé ni à l'élaboration du cahier des charges ni à l'organisation administrative de la procédure d'appel d'offres et qu'au moins une des conditions suivantes est respectée :
- ☒ Sa prestation s'est limitée à formuler des renseignements marginaux, sur demande de l'adjudicateur, lors de l'élaboration du cahier des charges, de façon à ce qu'il n'en résulte pas pour le soumissionnaire un avantage particulier ou exclusif ;
- ☐ Sa prestation ne concerne pas les prestations requises par la présente mise en concurrence du marché. Les documents établis (expertise, étude préalable de faisabilité, étude d'impact, diagnostics, relevés, etc.) sont remis en annexe de cet appel d'offres et les délais légaux minimaux sont prolongés en conséquence.

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ont été autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées (art. 14 SIA 144:2013) :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation réalisée
CSD Ingenieurs SA	Élaboration de l'étude et rédaction du rapport. Rapport VS02036.500 Compléments à l'avant-projet, description de la solution retenue - REVA, STEP de Granges, rapport du 04 juin 2020.
CSD Ingenieurs SA	Élaboration de l'étude et rédaction du rapport. Rapport VS02036.200-rev C Réhabilitation/extension STEP de Granges, avant-projet, rapport du 24 avril 2019
Telsa SA, Sion	Conseil au bureau en charge de la rédaction de l'avant-projet pour les domaines MCRCE.

Les rapports élaborés en lien avec le marché avant la procédure sont transmis à tous les soumissionnaires (cf liste en page 5).

3.9 Association d'entreprises (consortium) ou de bureaux

- ☐ L'association d'entreprises (consortium) ou de bureaux pour le rendu d'une offre en tant que soumissionnaire n'est pas admise. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.
- ☒ L'association d'entreprises (consortium) ou de bureaux pour le rendu d'une offre en tant que soumissionnaire est admise, mais est limitée à :
- ☐ deux membres associés,
 - ☐ trois membres associés,
 - ☒ quatre membres associés,

Le cas échéant :

- ☒ Un mandataire ou une entreprise n'est pas autorisé à participer, en qualité de membre associé, à plusieurs associations d'entreprises (consortium) ou de bureaux.
- ☐ Un mandataire ou une entreprise est autorisé à participer, en qualité de membre associé, à plusieurs associations d'entreprises (consortium) ou de bureaux, ceci pour autant qu'il ne cumule pas la fonction de pilote au sein des différents associations ou consortiums.

Le soumissionnaire a la possibilité de proposer plusieurs entreprises ou bureaux associés pour remplir les compétences requises. Le nombre de bureaux ou d'entreprises **par compétence est limité à quatre**.

En cas d'association d'entreprises (consortium) ou de bureaux pour l'exécution du marché, le soumissionnaire devra indiquer dans le formulaire A les noms de toutes les entreprises et bureaux associés.

L'association d'entreprises (consortium) ou de bureaux ne doit pas nuire à la saine et efficace concurrence et ne doit pas créer une position cartellaire. Chaque membre devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure, y compris les signatures.

Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple, au sens des articles 530 et ss du Code suisse des obligations (CO). En dérogation à l'article 535 du CO, les associés nommeront une entreprise ou un bureau « pilote » qui a qualité de mandataire général pour agir en leur nom auprès de l'adjudicateur et pour recevoir valablement toute communication de la part de ce dernier.

Ce « pilote » est le garant des bons rapports entre associés. Chaque membre répond personnellement et solidairement des engagements et de toutes obligations pris par les associés résultant de ce contrat, dans les limites fixées par le CO.

En cas de carence ou de disparition de l'un des membres, la suite de l'exécution du marché sera assumée par les autres, sans préjudice des conséquences financières et juridiques découlant de la situation. La dissolution ne pourra intervenir qu'après l'extinction des délais légaux de garantie.

Le non-respect de ces exigences amènera l'adjudicateur à prendre une décision d'exclusion des offres concernées.

3.10 Sous-traitance



La sous-traitance n'est pas admise et ne sera donc pas prise en considération. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.

3.11 Nombre d'offres admises

Pour un marché déterminé, un mandataire, une entreprise ou une société, ainsi qu'un consortium d'entreprises ou une association de bureaux, le cas échéant, ne peut déposer qu'une offre en qualité de soumissionnaire. Les bureaux ou entreprises portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Les bureaux ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au soumissionnaire concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres soumissionnaires portant ou non la même raison sociale.

☐ Ces dispositions ne concernent pas les sous-traitants qui peuvent participer avec plusieurs soumissionnaires.

☐ Ces dispositions concernent aussi les sous-traitants, ce qui signifie qu'ils ne peuvent participer qu'avec un soumissionnaire.

Le non-respect de ces exigences amènera l'adjudicateur à prendre une décision d'exclusion des offres concernées.

3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La (les) langue(s) acceptée(s) pendant la durée de la procédure, pour toute information, documentation, audition et échanges de courrier, est (sont) :

☒ **le français** ☐ l'allemand ☐ l'italien ☐ l'anglais

La (les) langue(s) acceptée(s) lors de l'exécution du marché, pour toute information, documentation et échanges de courrier, est (sont) :

☒ **le français** ☐ l'allemand ☐ l'italien ☐ l'anglais

3.13 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché sont :

☒ **le Franc suisse (CHF)** ☐ l'Euro (€) ☐ le Dollar (\$).

Lorsque le CHF n'est pas appliqué, l'adjudicateur détermine le taux de conversion au dernier jour du délai pour la remise des offres.

3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations

Les documents qui sont remis par l'adjudicateur aux soumissionnaires restent confidentiels pour la durée de la procédure jusqu'à et y compris l'extinction complète de toute voie de recours. Ils demeurent la propriété de l'adjudicateur.

Tous les documents déposés par le soumissionnaire dans le cadre de son offre, sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

L'adjudicateur conservera les offres de tous les soumissionnaires tant que ne sont pas éteints tous les droits de recours.

Il est rappelé que l'adjudicateur doit conserver les documents de l'offre de l'adjudicataire pour une durée minimale de 3 ans suite à la décision d'adjudication notifiée par écrit.

3.15 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de :

- ☐ 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre
- ☒ 12 mois à compter de la date du dépôt de l'offre
- ☐ 18 mois à compter de la date du dépôt de l'offre

Si le marché ne peut être adjugé dans le cadre du délai indiqué :

- ☒ L'offre sera automatiquement adaptée selon l'évolution de l'IPC de l'année précédente, et ainsi de suite d'année en année.
- ☐ L'adjudicateur se réserve le droit de demander aux soumissionnaires de prolonger la durée de validité de leur offre. En cas de refus, l'adjudicateur pourra prendre une décision d'exclusion du soumissionnaire ou d'interruption de la procédure.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication.

La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du soumissionnaire, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO). Le cas échéant, l'intéressé engage sa responsabilité contractuelle en application de l'art. 26 du CO.

3.16 Variante

- ☒ Les variantes ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication. Toutefois, si un soumissionnaire a néanmoins déposé des propositions d'optimisation du cahier des charges, des suggestions de modification de la liste des matériaux ou des équipements, ou une variante d'exécution, l'adjudicateur peut en tenir compte lors des discussions contractuelles si ce soumissionnaire est adjudicataire du marché.
- ☐ Une variante est admise, mais pas obligatoire. Le soumissionnaire peut donc proposer :
 - ☐ Une variante sur les produits, matériaux et/ou fournitures décrits dans le cahier des charges (proposition d'un autre produit, matériau et/ou fourniture).
 - ☐ Une variante d'exécution du marché (proposition d'un autre mode opératoire d'exécution du marché).

Une variante n'est recevable et ne sera prise en considération que si :

- a) le soumissionnaire a déposé une offre conformément aux exigences du cahier des charges, donc sans variante (offre de base) ;
- b) l'offre de base et la variante sont recevables selon les conditions administratives du présent document ;
- c) la variante est déposée dans le même délai de dépôt que l'offre de base ;

- d) la variante répond de manière au moins équivalente à la qualité de finition finale et à l'objectif de performance technique requis par le cahier des charges

Le dossier de la variante contiendra les raisons et avantages en termes financiers, techniques, d'organisation, d'exploitation, de planification ou encore d'application optimum des préceptes du développement durable. Ce dossier contiendra également les libellés concernés, l'estimation des coûts et/ou des heures (plus-value ou moins-value) rapportées à l'article de prestation concerné. Les démarches sont à la charge du soumissionnaire.

Le cas échéant et en cas de respect des conditions susmentionnées de recevabilité, la variante sera évaluée et classée.

En cas de dépôt de variante, l'adjudicateur s'engage auprès du soumissionnaire concerné à ne pas en divulguer le contenu aux autres soumissionnaires. De plus, dans le cadre de la présente procédure, l'adjudicateur ne profitera pas de demander une nouvelle offre aux autres concurrents sur la base d'une variante proposée par un soumissionnaire. Toutefois, si l'adjudicateur devait découvrir que la variante proposée par un soumissionnaire remet fondamentalement en question l'exécution du marché et/ou le contenu du cahier des charges, il se réserve le droit de prendre la décision d'interrompre la procédure et de la renouveler avec un nouveau cahier des charges.

Le non-respect des exigences précitées entraînera l'exclusion de l'offre.

3.17 Indemnisation

- ☒ L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité. Le soumissionnaire ne peut donc faire valoir une note de frais, un dédommagement ou une indemnisation auprès de l'adjudicateur pour toute démarche se rapportant à la procédure ou au rendu de son offre.
- ☐ Au vu des prestations attendues de la part des soumissionnaires, l'adjudicateur a prévu une indemnité forfaitaire d'un montant de xxxx CHF (TTC). Cette indemnisation n'a pas pour objectif de payer pleinement la prestation réalisée dans le cadre de la procédure. Elle ne sera versée qu'aux soumissionnaires qui auront respecté toutes les conditions de recevabilité de l'offre fixées par l'adjudicateur dans le présent document.

3.18 Marché divisé en lots

- ☒ L'adjudicateur n'a pas divisé le marché en lots. En conséquence, le soumissionnaire a l'obligation de fournir une offre pour l'ensemble du marché (offres partielles exclues).

3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, le montant de l'offre est considéré toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché.

Le critère du prix sera évalué et noté toutes taxes comprises (TTC).

Il est rappelé que l'adjudicateur estime la valeur du marché par rapport à des

valeurs-seuils hors TVA.

Le pouvoir adjudicateur doit évaluer le prix des offres en tenant compte de la TVA lorsque celle-ci est applicable. En cas d'exonération, l'évaluation du prix de l'offre concernée s'effectue sans tenir compte de la TVA. Le cas échéant, il appartient au soumissionnaire concerné d'apporter la preuve de l'exonération (références légales à l'appui). Cela signifie que les prix pratiqués par les prestataires ordinaires, non exonérés, comprennent un montant de TVA, alors que le prestataire exonéré proposera une offre sans la TVA. Le cas échéant, il appartient au soumissionnaire concerné d'apporter la preuve de l'exonération en citant, par exemple, l'article de loi applicable. Le principe de l'égalité de traitement n'est pas violé par cette approche, à condition que l'exemption est légale et que les conditions du marché soient acceptées sans corrections ou réserves.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE

4.1 Bases légales

La procédure est :

- Accord de l'OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 :
 - ☒ **soumise**
 - ☐ non soumise
- **Accord bilatéral sur certains** aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002 :
 - ☒ **soumise**
 - ☐ non soumise
- Loi sur les routes nationales (LRN) du 08.03.60 et Ordonnance sur les routes nationales (ORN) du 18.12.1995 :
 - ☐ soumise
 - ☒ **non soumise**
- Soumise à la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (Loi sur les cartels, Lcart) du 6 octobre 1995.
- Soumise à la Loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD) du 19 décembre 1986.
- Soumise à la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 6 octobre 1995.
- Soumise à la Loi fédérale sur le travail au noir (LTN) du 17 juin 2005.
- Soumise à la Loi fédérale sur les travailleurs détachés (LDét) du 8 octobre 1999.
- Soumise à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.2001, ainsi que ses directives d'exécution.

- Soumise à la Loi concernant l'adhésion du canton du Valais à l'accord intercantonal sur les marchés publics (LcAIMP) du 8 mai 2003.
- soumise à l'Ordonnance sur les marchés publics du 11 juin 2003 ;
- soumise à l'Ordonnance concernant la tenue de listes permanentes du 11 juin 2003 ;

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'État du canton du Valais ou téléchargés sur le site du recueil systématique du canton du Valais à l'adresse https://lex.vs.ch/app/fr/systematic/texts_of_law ou sur le site internet de SIMAP à l'adresse <https://www.simap.ch/>.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des soumissionnaires à :

- Traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire.
- Interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du soumissionnaire.
- Organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté.
- Assurer la transparence de la procédure.
- Garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

- ☐ Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.
- ☐ Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres. Toutefois, une séance d'information et/ou visite du site d'exécution peut être organisée si l'adjudicateur le juge nécessaire par rapport aux questions posées par les soumissionnaires.
- ☒ Une visite du site d'exécution est organisée à la date indiquée dans le calendrier de la procédure en page 13 de ce document, à l'adresse suivante :

Lundi 29 juin 2020 à 14h00
auprès de

Association intercommunale de la station d'épuration de Granges
Route de Pintset 25
3977 Granges

La visite du site fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été transmises sur place, ainsi que les questions

posées par les soumissionnaires présents et les réponses données par l'adjudicateur. Le procès-verbal sera transmis à tous les soumissionnaires, qu'ils aient été présents ou non à la séance d'information.

Au vu de la particularité du marché, la visite du site :

- ☒ n'est pas obligatoire.
- ☐ est obligatoire par le fait que des informations ne peuvent être fournies autrement que par cette démarche.
Le fait qu'un soumissionnaire dépose une offre sans avoir participé à la visite obligatoire entraîne l'exclusion de son offre.

Au vu de la situation sanitaire due à l'épidémie de coronavirus, le maître de l'ouvrage respectera strictement les mesures d'hygiène et de protection des personnes et informera au préalable les soumissionnaires quant à la procédure à suivre s'agissant de la visite du site.

4.4 Délai pour poser des questions

- ☒ Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard à la date indiquée dans le calendrier de la procédure en début de ce document, auprès de l'organisateur de la procédure (cf. § 1.4).

Mardi 21 juillet 2020
auprès de

Association intercommunale de la station d'épuration de Granges
Route de Pintset 25
3977 Granges

bamo-step-granges@mch-consultants.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises :

- ☒ via le forum SIMAP.CH
- ☒ par courrier électronique. Le titre du message comprendra « Station d'épuration de Granges ».
- ☐ par courrier postal

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions sous la forme d'un fichier qui pourra être téléchargé sur le site Internet SIMAP.CH voire par courrier électronique ou postal.

L'adjudicateur s'engage à répondre dans les cinq jours ouvrables aux questions posées. S'agissant des éventuelles questions posées le 21 juillet 2020, l'adjudicateur y répondra au plus tard le vendredi 24 juillet 2020, ceci afin de permettre aux soumissionnaires de prendre en compte les réponses transmises dans leurs offres.

L'adjudicateur recommande aux soumissionnaires de conserver leur code d'accès au site Internet fourni par ce dernier après que le soumissionnaire s'y soit inscrit.

Pour les soumissionnaires qui ont demandé le dossier par écrit, ils recevront la liste des questions et des réponses par courrier électronique ou postal. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.5 Ouverture des offres

- ☒ L'ouverture des offres se fera en présence des soumissionnaires qui ont déposé une offre, ainsi que des éventuels représentants de l'association professionnelle en rapport avec le marché mis en concurrence.
- ☒ Le procès-verbal peut être obtenu par tous les soumissionnaires et les associations professionnelles sur demande écrite adressée à l'adjudicateur, à partir de la date de l'ouverture des offres (art. 18, chiffre 3 de 18 de l'Ordonnance sur les marchés publics du 11 juin 2003).

L'ouverture publique des offres aura lieu le :

Mercredi 12 août 2020 à 14h00
auprès de

Association intercommunale de la station d'épuration de Granges
Route de Pintset 25
3977 Granges

Au vu de la situation sanitaire due à l'épidémie de coronavirus, le maître de l'ouvrage respectera strictement les mesures d'hygiène et de protection des personnes pour la séance d'ouverture publique des offres.

Un document sera publié sur SIMAP au préalable et transmis à tous les soumissionnaires afin de préciser les modalités relatives à la séance d'ouverture des offres.

4.6 Clarification des offres



Une séance de clarification est organisée le :

Lundi 24 août et mardi 25 août 2020

auprès de

Association intercommunale de la station d'épuration de Granges
Route de Pintset 25
3977 Granges

L'adjudicateur se réserve le droit de réaliser autant de séances de clarification qu'il le souhaite et au lieu qu'il détermine librement. Il se réserve le droit de n'auditionner que les soumissionnaires qui ont des chances objectives d'obtenir le marché et/ou dont le dossier nécessite des clarifications.

L'adjudicateur informera ultérieurement le soumissionnaire de l'objet, de l'heure et du lieu, de la durée et des conditions de son audition.

Avant, pendant et après la séance de clarification, le soumissionnaire ne pourra pas modifier son offre, au risque de se voir exclure de la procédure, à moins que l'adjudicateur le demande expressément à tous les soumissionnaires et que cela ne constitue pas une forme de négociation de l'offre.

La séance de clarification fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres soumissionnaires et fera partie intégrante du contrat conclu avec l'adjudicataire.

4.7 Critères d'adjudication, sous-critères et éléments d'appréciation

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance, les suivants :

		Poids	Points maximum
1. Montant de l'offre et temps consacré (Formulaire P) – 30 %			
1.1	Montant TTC et offre financière	20%	100
1.2	Rendement de l'offre, temps consacré	10%	50
2. Expérience et capacité du soumissionnaire (Formulaire Q) – 25 %			
2.1	Construction ou réfection de stations d'épuration d'un montant $\geq 5'000'000.-$ (cinq millions de francs suisses)	11%	55
2.2	Conception de traitement biologiques des eaux selon les procédés de type lits fluidisés (MBBR) comprenant un traitement du carbone et de l'azote.	8%	40
2.4	Expérience dans l'application de la méthode BIM pour la réalisation de projet d'infrastructures	6%	30
3. Qualifications et expériences des personnes clés (Formulaire R) – 20 %			
3.1	Qualifications et expériences du chef de projet	8%	40
3.2	Qualifications et expériences du Coordinateur principal sur site	6%	30
3.3	Qualifications et expériences du Manager BIM	4%	20
3.4	Qualifications et expériences du coordinateur BIM	2%	10
5. Qualité et adéquation des solutions techniques et organisation de l'équipe de projet (Formulaire S) – 10 %			
5.1	Compréhension de la mission et du projet	6%	30
5.2	Organisation générale et intégration de l'équipe de projet dans l'organigramme général	4%	20
6. Présentation de l'offre et clarification – 10 %			
6.1	Clarté, soin et degré d'élaboration du dossier	2%	10
6.2	Audition du soumissionnaire (séance de clarification)	8%	40
7. Mesures proposées face aux exigences et contraintes environnementales et en matière de santé et sécurité (Formulaire T) – 5 %			
7.1	Mesures en matière environnementale	3%	15
7.2	Mesures en matière d'hygiène et de sécurité	2%	10
Total		100%	500

Les critères et sous-critères d'adjudication et leur pondération sont définitifs.

Un critère d'adjudication peut être divisé en sous-critères d'adjudication. Lorsque l'adjudicateur détermine des sous-critères auxquels il attache une importance particulière ou qui sortent de ce qui est communément observé pour définir le critère principal auquel ils se rapportent, il doit les communiquer par avance et

indiquer leur pondération respective.

Il est fait exception à cette règle lorsque les sous-critères servent uniquement à concrétiser le critère d'adjudication publié (sous-critères dits « inhérents » au critère principal).

Dans l'hypothèse où l'adjudicateur choisit d'évaluer simultanément les critères d'aptitude et d'adjudication dans la même grille, les critères et/ou sous-critères marqués d'un astérisque sont éliminatoires si le soumissionnaire n'obtient pas au moins la note de 3 sur 5. L'adjudicateur prendra une décision d'exclusion de l'offre après avoir, le cas échéant, vérifié le bien-fondé de sa décision auprès du soumissionnaire concerné.

4.8 Évaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre, ainsi que sur les indications fournies par les soumissionnaires et sur les informations demandées par l'adjudicateur.

L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux soumissionnaires préalablement. Un critère ne sera pas utilisé deux fois durant une procédure, notamment lors d'une procédure sélective. Ainsi, le résultat du 1^{er} tour d'une procédure sélective ne sera pas pris en compte lors de l'évaluation du 2^{ème} tour. L'évaluation des offres est placée sous la responsabilité de l'adjudicateur qui peut s'adjoindre l'aide d'un collègue d'experts ou d'un comité d'évaluation.

L'adjudication est attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir après évaluation qualitative et/ou financière de l'offre, en adéquation avec les attentes de l'adjudicateur sous la forme de critères d'adjudication.

En cas de **procédure ouverte**, l'adjudicateur a décidé de :

- ☐ noter les critères d'aptitude, de noter les critères d'adjudication et d'additionner les points ainsi obtenus.
- ☐ noter les critères d'aptitude et les critères d'adjudication en rendant certains critères éliminatoires lorsqu'ils n'atteignent pas une note minimale donnée (par exemple 3 sur 5) et d'additionner les points ainsi obtenus.
- ☒ ne pas noter les critères d'aptitude (critère rempli ou pas rempli) et de noter exclusivement les critères d'adjudication.
- ☐ noter les critères d'aptitude avec des notes éliminatoires, cas échéant d'écarter les offres n'obtenant pas le nombre de points requis puis de noter les critères d'adjudication, ceux-ci étant les seuls à être pris en considération pour la note finale.

En cas d'offres jugées équivalentes (égalité de point) entre deux ou plusieurs soumissionnaires pressentis pour être adjudicataires, l'adjudicateur peut :

- ☐ favoriser l'entreprise ayant acquis la meilleure note sur le critère le plus fortement pondéré et, si les soumissionnaires concernés ont obtenu la même note, ainsi de suite de critère en critère du plus important au moins important ;
- ☒ favoriser l'entreprise ayant son siège le plus proche du lieu d'exécution de la prestation ;

- ☐ favoriser les entreprises formatrices d'apprentis ou les jeunes entreprises ;
- ☐ choisir librement l'adjudicataire.

4.9 Barème des notes

L'échelle de notes est de 0 à 10 (0 constituant la plus mauvaise note et 10 la meilleure note). A part pour l'évaluation du prix et du temps consacré (Formulaire **P**) qui sera notée jusqu'au centième (par exemple 7.12), un critère ou sous-critère qualitatif sera noté jusqu'à la demi-note (par exemple 6.5). Il est rappelé qu'une évaluation d'un critère ou d'un sous-critère peut être faite autant en rapport avec les exigences du marché qu'en comparaison entre les soumissionnaires.

Les appréciations générales déterminant chaque note sont définies comme suit :

Note	Appréciation	Commentaire
0	Inacceptable	Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
2	Faible	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
4	Insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
6	Suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats
8	Bon	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
10	Excellent	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

La note attribuée à un critère est faite sur la base d'une analyse globale de l'ensemble des documents exigés par critère. Lorsqu'une information ou un document demandé n'est pas produit, l'adjudicateur se réserve le droit d'exclure l'offre de la procédure en raison de son caractère incomplet.

4.10 Notation du prix

- ☒ La notation du prix se fera conformément à la directive communale de la Ville de Sierre sur les marchés publics.

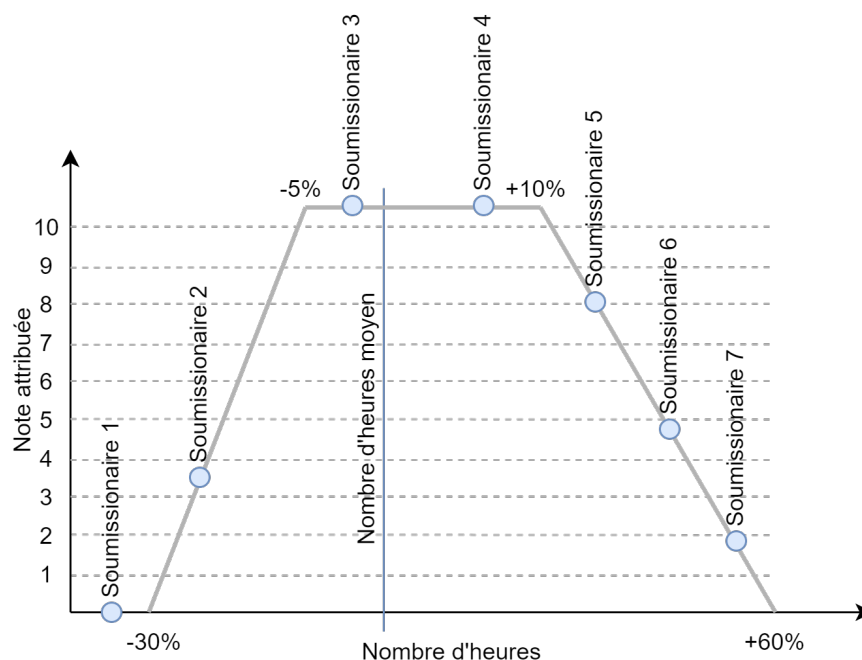
La moyenne des offres entrées est calculée. Une offre de ce montant reçoit 8 points sur 10. L'offre la plus basse obtient la note maximale de 10 points. La moitié de la différence entre la moyenne des offres et l'offre la plus basse donne la valeur d'un point. Les points sont ensuite attribués aux autres offres, en plus ou en moins, en fonction de leur écart par rapport à l'offre moyenne.

$$Note_{offre_{min}} = 10$$

$$Note_{offre_x} = 8 + \left(\frac{Moyenne\ des\ offres - coût\ de\ l'\ offre_x}{Moyenne\ des\ offres - coût\ de\ l'\ offre_{min}} \right) \cdot 1/2$$

4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

☒ La notation du temps consacré pour l'exécution du marché se fera selon la méthode T4 suivante : en tenant compte de la moyenne des heures ou des jours proposés par les soumissionnaires pour exécuter le marché. Plus le soumissionnaire s'éloigne de la valeur moyenne, plus il sera mal noté. L'adjudicateur fixe de part et d'autre de la moyenne un pourcentage (- 5% à + 10%) à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un soumissionnaire recevra une note dégressive. La note 0 est attribuée à un nombre d'heures ou de jours qui est au-delà d'un certain pourcentage (- 30% à + 60%) de part et d'autre de la moyenne. Le nombre d'heures moyen peut être estimé par l'adjudicateur ou tiré de la moyenne des heures ou jours offerts par les soumissionnaires pour autant que ceux-ci soient au minimum cinq.



Notation du temps consacré sur une échelle de 0 à 10 (Guide romand pour les marchés publics, annexe T4).

4.12 Comité d'évaluation



L'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

M./Mme	Nom et Prénom	Titre, fonction, profession
M.	Pierre Kenzelmann	Conseiller municipal, commune de Sierre
M.	Stéphane Delaloye	Ingénieur de Ville, ville de Sierre
M.	Paul-Henri Emery	Chef d'exploitation de la STEP
M.	Alain Broccard	Responsable environnement de la ville de Sierre
M.	Higy Christophe	<i>mch</i> -consultants – BAMO

Suppléant(s) :

M./Mme	Nom et Prénom	Titre, fonction, profession
Mme	Mirja Nicollier	<i>mch</i> -consultants – BAMO

Récusation

Les soumissionnaires qui entendent user de leur droit de récusation d'un ou plusieurs des membres de la commission sont tenus d'en faire la demande motivée, à réception du cahier des charges.

4.13 Modifications de l'offre

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.

4.14 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas en question la nature du marché et plus de 20% de l'importance du marché, voire que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires. Si cette modification intervient avant le dépôt de l'offre, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre. Si cette modification intervient après le dépôt de l'offre, il veillera à ce que tous les soumissionnaires soient mis à pied d'égalité et possèdent un délai suffisant pour répondre à la demande. Le cas échéant, il veillera à donner ces modifications dans une même mesure et dans le même délai à tous les soumissionnaires.

En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel.

Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le bien-fondé de l'appel d'offres, il procédera à une interruption et à un

renouvellement de la procédure. Le cas échéant, il informera les soumissionnaires de sa décision avec mention des voies de recours.

4.15 Interdiction des négociations

Jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, l'adjudicateur ou ses représentants ne sont pas autorisés à procéder à une négociation des offres déposées, tant sur les prestations que sur les conditions du cahier des charges et les prix. Cette interdiction n'empêche néanmoins pas l'adjudicateur de procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective. Si nécessaire, il peut inviter chaque soumissionnaire concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition conformément au § 4.6 en page 28.

4.16 Contrôle et explications de l'offre

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul peuvent être corrigées.

Un prix unitaire ou global manifestement trop bas doit être vérifié au préalable auprès du soumissionnaire concerné, notamment par le fait que ses prix n'ont aucun rapport avec ceux pratiqués habituellement ou avec ceux offerts par les autres soumissionnaires. Le soumissionnaire devra apporter tout justificatif utile à la compréhension de ses prix.

Si l'adjudicateur estime que les justificatifs apportés par le soumissionnaire démontrent clairement et de manière évidente que le soumissionnaire ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du soumissionnaire pour ce motif. Il en va de même dans le cas d'erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier.

Dans le cadre de la vérification des prix auprès du soumissionnaire, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le soumissionnaire annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix.

4.17 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales

L'adjudicateur exclut les offres qui ne remplissent pas les conditions de recevabilité ou les critères d'aptitude fixés ou, en cas de notation des critères et sous-critères d'aptitude/d'adjudication, les offres qui n'ont pas reçu au moins la note minimale exigée par l'adjudicateur pour un critère (cf. § 4.7 en page 29).

Si l'adjudicateur a défini un plafond maximal des coûts pour ce marché et l'a consigné par écrit (enveloppe cachetée) avant l'ouverture des offres, l'adjudicateur se réserve le droit d'exclure les offres qui sont au-dessus du montant annoncé, ceci après vérification mathématique des offres.

Si l'adjudicateur constate qu'aucune offre ne remplit les exigences précitées, il exclut les différentes offres et rend une décision d'interruption de la procédure. Cette situation exceptionnelle peut justifier une adjudication de gré à gré en application d'une clause d'exception. Cas échéant, il choisit librement l'entreprise avec laquelle il procède de gré à gré. Il fait alors en sorte de choisir une entreprise

qui est à même de remplir les mêmes exigences minimales que la procédure d'appel d'offres. Il peut également lancer une nouvelle procédure de mise en concurrence.

4.18 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux soumissionnaires qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable. Chaque soumissionnaire recevra en sus un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les notes de l'adjudicataire et de tous les soumissionnaires dont l'offre n'a pas été exclue

4.19 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout soumissionnaire qui n'est pas l'adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du soumissionnaire.

4.20 Voies de recours

Le soumissionnaire est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- L'appel d'offres (à compter de la date de la publication) et son contenu (dès la date de sa mise à disposition) ;
- La décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- La décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente soit la Cour de droit public du Tribunal cantonal, rue Mathieu-Schiner 1, case postale 2203, 1950 Sion 2 dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision.

Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au

mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

4.21 Conclusion du contrat suite à la décision d'adjudication

Les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour l'adjudication. Les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et, le cas échéant, sur les propositions d'optimisation, émises dans le cadre de la procédure. Une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à conclure le contrat avec l'adjudicataire. Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel.

5. ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE

En signant la page de garde et en déposant leur offre, tous les membres d'un soumissionnaire certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve.

Le soumissionnaire peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre.

Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant ;
- d) il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;
- e) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- f) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité.
- g) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence,

il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;

- h) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- i) il confirme qu'il ne fait pas l'objet d'une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel ;
- j) il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- k) en cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse ;
- l) il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- m) il respecte les exigences relatives à la directive MSST 6508 en matière de personnel spécialisé (PERCO et Ingénieur sécurité selon l'importance et le type d'entreprise), ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- n) en cas d'adjudication et selon le type de marché, il fournira un plan d'hygiène et de sécurité (PHS) qui respecte la législation en vigueur en matière de MSST ;
- o) il acceptera de suivre, le cas échéant, les directives et instructions du coordonnateur santé et sécurité désigné par le maître de l'ouvrage ;
- p) il créera une société simple selon le Code des Obligations et/ou le contrat de société SIA 1001/2 (2014) s'il y a une association de mandataires, un consortium d'entreprises ou de fournisseurs. Le cas échéant, il fournira également, sur demande l'organigramme opérationnel qui définit les liens hiérarchiques et la répartition des responsabilités entre partenaires co-solidaires ;
- q) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- r) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement.

Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;

- s) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;
- t) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- u) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.

Feuille de contrôle du document

Contenu :	Dossier d'appel d'offres, règlement de la procédure
Objet :	Ingénierie sectorielle, marché process et direction de projet
Référence :	Guide Romand pour les marchés publics, édition du 1.5.2020 Norme SIA 144:2013
Auteur(s) :	<i>mch</i> -consultants
Date :	28.5.2020
Nom du fichier :	STEPGR_31_AMO_TRA_AO_STEP_001 reglement process-coordination
Statut :	<input type="checkbox"/> En cours <input checked="" type="checkbox"/> Pour validation <input type="checkbox"/> Validé
Validé par :	<input type="checkbox"/> Association intercommunale de la station d'épuration de Granges <input type="checkbox"/> <i>mch</i> -consultants
Distribution :	Soumissionnaire(s), SIMAP

Versions & modifications du documents

Date	Version	Modifications
20.5.2020	1.0	Première rédaction et mise en forme
27.5.2020	1.0	Mise à jour et corrections
28.5.2020	1.0	Mise à jour et corrections